

**CAP COOPÉRATION****Centre Régional de Ressources pour la  
Coopération Internationale en Aquitaine**

## Groupe Pays Maroc

### Note de cadrage

Depuis 2003, la Région Aquitaine appuie les initiatives locales de solidarité internationale. L'objectif est de soutenir les acteurs aquitains, et à travers eux, contribuer à la lutte contre la pauvreté. Depuis, 213 projets ont été soutenus.

Suite à ce constat, un travail d'analyse et de réflexion a été entrepris par la Région Aquitaine en collaboration avec Cap Coopération afin d'améliorer le dispositif d'appel à projets et le dispositif d'accompagnement et de formation des acteurs.

Au Maroc, 25 projets ont été soutenus entre 2003 et 2013. A cet effet, et suite à une mission d'évaluation menée conjointement par la Région Aquitaine et Cap Coopération au Maroc en 2014, l'idée a été lancée et de créer un espace d'échanges, d'informations et de formation par et pour les acteurs aquitains (associatifs, institutionnels, économiques, etc) intervenant au Maroc, afin de proposer des outils méthodologiques pour accompagner l'amélioration de la qualité des projets.

Cap Coopération en tant que réseau régional multi-acteurs (RRMA) pour la coopération internationale a pour objectif de favoriser les synergies inter-acteurs, de renforcer les capacités et d'accompagner les acteurs engagés à l'international. Ainsi Cap Coopération propose de mettre en place un « Groupe Pays Maroc » construit comme un espace d'échange, de (re)connaissance et de partage de savoirs et de pratiques entre acteurs de la Nouvelle Aquitaine (*Aquitaine - Limousin - Poitou-Charentes*), de la coopération et de la solidarité internationale.

Ce « Groupe Pays Maroc » a vocation d'être un espace multi-acteurs avec un ancrage territorial couvrant la Nouvelle Aquitaine (*Aquitaine - Limousin - Poitou-Charentes*), il est ouvert à tout type d'acteur engagé au Maroc et inscrit dans le champ de la coopération et la solidarité internationales ayant leur siège sur le territoire de la Nouvelle Aquitaine.

### Objectifs proposés du GPM

- Créer un espace d'échanges, de partage et de réflexion entre les acteurs de la coopération et de la solidarité internationale du territoire de la Nouvelle Aquitaine intervenant au Maroc
- Contribuer à la mise en cohérence des projets, et favoriser l'émergence de projets communs et des synergies entre acteurs de la Nouvelle Aquitaine se déroulant au Maroc
- Mettre en place un espace de ressources, d'information et de formation, en faveur des acteurs de la Nouvelle Aquitaine intervenant au Maroc

## GPM et Cap Coopération

Le GPMar n'a pas de forme prédéfinie, les membres du groupe déterminent ensemble la forme qu'ils jugent la plus pertinente pour le bon déroulement du groupe. Par ailleurs, Cap Coopération propose d'assurer l'hébergement et le secrétariat du groupe.

Pour rejoindre le groupe, les acteurs n'ont aucune obligation d'être membre de Cap Coopération, cependant, l'adhésion constituerait un soutien apprécié à la dynamique.

Cap Coopération garde une position d'impartialité, et propose d'apporter son appui pour la coordination, l'accompagnement, et l'animation du groupe.

### Eléments contextuels sur le Maroc

Le 20 février 2011 est une date tremplin dans la vie de la société civile au Maroc. En effet, la vague des printemps arabes a frappé à la porte du Royaume du Maroc. Face à la pression du mouvement du 20 février, le roi du Maroc annonce le 9 mars 2011 le chantier de réforme de la constitution, qui sera adoptée le 1<sup>er</sup> juillet 2011 par référendum.

Quatre mois étaient suffisants pour donner une nouvelle dimension à la société civile au Maroc. En effet, l'article 139 de la constitution de 2011 insiste sur l'importance de la société civile, il stipule la nécessité de favoriser l'implication des citoyennes et des citoyens, et des associations dans l'élaboration et le suivi des programmes de développement.

A cet effet, le dialogue national sur la société civile lancé par le gouvernement marocain en 2013 s'inscrit dans cette vision de consolidation du rôle que joue la société civile en lui permettant d'occuper sa juste place en tant qu'acteur pivot de l'édifice de la démocratie et du développement, ainsi qu'en tant que partenaire fondamental dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques. La société civile marocaine est donc en pleine mutation.

Sur le territoire de la Nouvelle Aquitaine (*Aquitaine - Limousin - Poitou-Charentes*), les dynamiques sont aussi en mutation. Une multitude d'acteurs associatifs, institutionnels, organismes de formation, et économiques ont choisi de travailler en partenariat avec la société civile et les institutions marocaines, tant dans le cadre de programmes de coopération décentralisée via les collectivités locales que sur le plan des projets de solidarité internationale menés par les associations.

La prise en compte de ces changements, ici et là-bas, par les acteurs de la Nouvelle Aquitaine nous semble importante afin favoriser des collaborations Nord-Sud efficaces et en cohérence avec les Objectifs du Développement Durable.